

**N° DP 24/751**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SPORT - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DU COMPLEXE SPORTIF DU PALAIS DES SPORTS A TOULON - A TITRE GRACIEUX - AU BENEFICE DES ASSOCIATIONS, CLUBS SPORTIFS, ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES ET COLLECTIVITES - ANNEE 2024/2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif « Palais des Sports »,

**VU** la délibération n° 21/06/246 du Conseil Métropolitain en date du 23 juin 2021 autorisant l'adoption des nouveaux règlements intérieurs des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**CONSIDERANT** que dans un souci de bonne organisation et pour le bon déroulement des activités sur le complexe sportif du Palais des Sports, il convient de conventionner avec les associations, clubs sportifs, établissements scolaires, universitaires et collectivités territoriales de la Métropole utilisateurs de cet équipement et qui en feraient la demande,

**CONSIDERANT** que les présentes conventions ci-après annexées ont pour objet de mettre à disposition de ces associations, clubs sportifs, établissements scolaires, universitaires et collectivités territoriales, le droit d'occuper de manière partielle et temporaire pour la saison 2024-2025, les équipements sportifs du complexe sportif du Palais des Sports, sis sur le territoire de la commune de Toulon, 420, avenue Amiral Aube (83000), à titre gratuit, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition se fait à titre gratuit, pour une durée comprise entre début septembre 2024 et fin août 2025, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les projets de conventions ci-annexés concernant les associations suivantes :

- Association ANGELEAU
- Association ASCM TOULON GYMNASIQUE
- Association ASPTT TOULON
- Association AVENIDA BRASIL
- Association CARQUEIRANNE VAR BASKET
- Association CERCLE D'AIKIDO DE TOULON
- Association CLEMENT GIRAUD 2020
- Association CLUB SPORTIF TOULONNAIS GYMNASIQUE
- Association CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS
- Association COMITE TERRITORIAL FFME DU VAR
- Association DOJO TOSHIN DO AÏKIDO
- Association DYNAMITE FIGHT CLUB
- Association FIGHT TEAM TOULON
- Association HANDBALL GARDEEN
- Association HYERES TOULON VAR BASKET
- Association JUDO AZUR JUDO JUJITSU TAÏSO
- Association KARATE CLUB DU LAS
- Association KRAV MAGA SPORTING PROVENCE
- Association MAG DANSE
- Association REVOLVER

- Association RUGBY FAUTEUIL CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- Association SAMOURAÏ TOULON VAR KARATE
- Association SASP TOULON METROPOLE VAR HANDBALL
- Association SOLEIL LEVANT
- Association SPORTEZ VOUS BIEN 83
- Association TOULON ELITE FUTSAL
- Association TOULON JUDO
- Association TOULON METROPOLE VAR HANDBALL ASSOCIATION
- Association UNSS DU VAR
- LA VILLE DE TOULON.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 AOUT 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



400 1000 8 1



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION ANGELEAU**, ayant son siège social au 29, rue Victor Clappier - 83000 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Catherine HEBARD dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de : sis 420, Avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis, mercredis de 17:00 à 18:30	adultes loisirs	salle de danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 4480,00 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.  
Le Palais des Sports TPM sera fermé sur les jours précisés en annexe 3

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991); cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.



**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du PALAIS DES SPORTS

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1,2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
ANGELEAU

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Catherine HEBRARD**





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION ASCM TOULON GYMNASTIQUE**, ayant son siège social au 56, Rue Felix Mayol 83200 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Florence PRIN dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420, Avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 17h00 à 19h00	Equipes jeunes	Salle De Gymnastique
Tous les mercredis de 17h00 à 19h00		
Tous les jeudis de 17h00 à 19h00		
Tous les vendredis de 17h00 à 19h00		
Tous les samedis de 08h30 à 12h30		
Tous les samedis de 14h00 à 16h00		

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 15296,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.

- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;



- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### **Finalité du traitement des données personnelles**

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
ASCM TOULON GYMNASTIQUE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame FLORENCE PRIN**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION ASPTT TOULON**, ayant son siège social au 662, Vieux chemin de sainte Musse 83100 TOULON, représentée par son Président Monsieur Yves FEREZ dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 Avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 18h30 à 20h30 Tous les mardis de 19h30 à 21h00 Tous les mercredis de 18h30 à 20h00 Tous les jeudis de 18h30 à 20h30 Tous les vendredis de 19h30 à 21h00	Loisirs	Salle De Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 10816,00 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;



#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### **Finalité du traitement des données personnelles**

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
ASPTT TOULON

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Yves FEREZ**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'Association AVENIDA BRASIL**, ayant son siège social au 144, Impasse des Jasmins 83130 La Garde, représentée par sa Présidente Madame Aurélie ARNAUD dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les jeudis de 19h00 à 22h00	Loisirs	Salle De Gymnastique
Tous les samedis de 11h00 à 12h00 Tous les samedis de 14h00 à 17h30	Loisirs	Salle De Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 5600,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;



#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**Fait à Toulon le :**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
AVENIDA BRASIL

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Aurélie ARNAUD**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION CARQUEIRANNE VAR BASKET**, ayant son siège social, Maison Des Associations, Boîtier Postale Cvb Chemin Du Petit Lac 83220 Carqueiranne, représentée par son Président Monsieur Olivier DESAILLY dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 Avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 19h00 à 20h30 Tous les mardis de 20h30 à 22h00 Tous les jeudis de 20h30 à 22h00	N2 féminine	GYMNASE

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 9702,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 29/06/2025.  
Le Palais des Sports TPM sera fermé sur les jours précisés en annexe 3

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).

- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### 7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### Rappel de la réglementation en vigueur :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.



- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**Fait à Toulon le :**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
Carqueiranne Var Basket

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Olivier DESAILLY**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du..... ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION CERCLE D'AIKIDO DE TOULON**, ayant son siège social au 199, Chez Alain Tisman Boulevard Sainte Genevière 83130 La Garde, représentée par son Président Monsieur Nicolas RADISSON dûment autorisé à signer la convention ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

**ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mercredis de 20h00 à 22h00	Loisirs adultes	Dojo
Tous les samedis de 16h00 à 18h00	Loisirs adultes	Salle De Gymnastique

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

**ARTICLE 3 : RÉDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil communautaire, son montant est de 2240,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

**ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.  
Le Palais des Sports TPM sera fermé sur les jours précisés en annexe 3



#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)



- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
CERCLE D'AIKIDO DE TOULON

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Nicolas RADISSON**



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du ..... ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION CLEMENT GIRAUD 2020**, ayant son siège social au 130, Rue Gabriel 83000 TOULON, représentée par sa Présidente Madame Stéphanie MURA dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 09h00 à 13h00	Sportif de Haut Niveau	Salle De Musculation
Tous les lundis de 17h30 à 20h00		
Tous les mardis de 08h00 à 13h00		
Tous les mardis de 17h30 à 20h00		
Tous les mercredis de 08h00 à 13h00		
Tous les mercredis de 17h30 à 20h00		
Tous les jeudis de 08h00 à 13h00		
Tous les jeudis de 17h30 à 20h00		
Tous les vendredis de 08h00 à 13h00		
Tous les vendredis de 17h30 à 20h00		

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 41952,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;

- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billeterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### **Collecte et utilisation des données**



Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07



**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**Fait à Toulon le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
CLEMENT GIRAUD 2020

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Stéphanie MURA**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION CLUB SPORTIF TOULONNAIS GYMNASTIQUE**, ayant son siège social au 10, Rue Dr Zamenhof 83400 Hyères, représentée par sa Présidente Madame Anne FIANDRINO dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis de 17h00 à 19h30 Tous les mercredis de 14h00 à 17h00	Equipe jeunes	Salle De Gymnastique

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 6720,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.



**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billeterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les



sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
CLUB SPORTIF TOULONNAIS  
GYMNASTIQUE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Anne FIANDRINO**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS**, ayant son siège social au 60,Rue Adolphe Thiers, Résidence la Parnasse BT3 83200 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Michèle ORENGO dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
<b>DU 2 SEPTEMBRE AU 29 NOVEMBRE 2024</b>		
Tous les mercredis de 09h00 à 10h00	CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS	Salle De Danse
<b>DU 2 DECEMBRE 2024 AU 7 MARS 2025</b>		
Tous les jeudis de 09h00 à 10h00	CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS	Salle De Danse
<b>DU 10 MARS AU 28 JUIN 2025</b>		
Tous les mercredis de 09h00 à 10h00	CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS	Salle De Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 1056,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.



#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 10/03/2025 au 13/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.



- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;

- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
CLUB TOULON SPORT SANTE SENIORS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Michèle ORENGO**



## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du..... ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION COMITE TERRITORIAL FFME DU VAR**, ayant son siège social au 133, boulevard du général Brosset 83200 Toulon, représentée par son Président Monsieur Alain RIGHI dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 12h00 à 13h30	Loisirs	Mur D'escalade et salle de Pan
Tous les lundis de 17h30 à 22h00		
Tous les mardis de 12h00 à 13h30		
Tous les mardis de 17h30 à 22h00		
Tous les mercredis de 12h00 à 13h00		
Tous les mercredis de 17h30 à 22h00		
Tous les jeudis de 12h00 à 13h30		
Tous les jeudis de 17h30 à 22h00		
Tous les vendredis de 12h00 à 13h30		
Tous les vendredis de 17h30 à 22h00		
Tous les samedis de 09h00 à 12h00		
Tous les samedis de 13h30 à 18h00		

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 45696,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le

créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous



engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

- Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports
- Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

### **FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
COMITE TERRITORIAL FFME DU VAR

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Alain RIGHI**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION DOJO TOSHIN DO AIKIDO**, ayant son siège social au 88, Chez Mme Astrid TETELIN, boulevard Georges Richard 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Alain PORCU dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mercredis de 19h30 à 21h00	Loisirs	Gymnastique

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 2240,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.



### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
DOJO TOSHIN DO AIKIDO

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Alain PORCU**



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du..... ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION DYNAMITE FIGHT CLUB**, ayant son siège social au 579, Avenue des Meuniers 83200 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Caroline BOSSA dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis de 21h00 à 22h00	Loisirs	Salle de Danse
Tous les mercredis de 12h00 à 13h30 Tous les samedis de 08h30 à 10h00	Loisirs	Dojo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 4480,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 29/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**



**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
DYNAMITE FIGHT CLUB

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Caroline BOSSA**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION FIGHT TEAM TOULON**, ayant son siège social à la Place Abbé Léon Spariat 83200 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Camille ROUX dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 12:00 à 13:30 Tous les mercredis de 17:00 à 20:00 Tous les vendredis de 12:00 à 13:30 Tous les vendredis de 17:00 à 18:30	Enfants et adultes	Dojo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 9888,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.



#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.



#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
FIGHT TEAM TOULON

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Camille ROUX**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du.....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION HANDBALL GARDEEN**, ayant son siège social au Les Pensées E, Rue Henri Barbusse 83130 La Garde, représentée par son Président Monsieur Christophe CHABOT dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis de 20h30 à 22h00	N3 Masculine	Halle
Tous les vendredis de 20h30 à 22h00	N3 Masculine	Gymnase

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance.

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 12530,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 29/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.



**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
HANDBALL GARDEEN

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Christophe CHABOT**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION HYERES TOULON VAR BASKET**, ayant son siège social au 420, Avenue Amiral Aube 83000 Toulon, représentée par son Président Mathieu PERRYMOND dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 17h00 à 18h30 Tous les mardis de 17h00 à 18h30 Tous les mercredis de 10h30 à 12h00 Tous les mercredis de 17h15 à 18h45 Tous les jeudis de 15h30 à 17h00h Tous les dimanches de 17h00 à 19h00	HYERES TOULON VAR BASKET PRO	Halle
Tous les lundis de 12h00 à 13h30 Tous les mardis de 12h00 à 13h30 Tous les mercredis de 12h00 à 13h30 Tous les mercredis de 19h00 à 20h30 Tous les jeudis de 17h30 à 19h00	HYERES TOULON VAR BASKET ESPOIRS	Halle
Tous les lundis de 17h30 à 19h00 Tous les mardis de 19h00 à 20h30	HYERES TOULON VAR BASKET ESPOIRS	Gymnase
Tous les lundis de 20h30 à	HYERES TOULON VAR	Gymnase

22h00	BASKET U20M	
Tous les mercredis de 20h30 à 22h00	HYERES TOULON VAR BASKET U17M	Halle
Tous les mardis, jeudis de 17h30 à 19h00	HYERES TOULON VAR BASKET U13F	Gymnase

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à cbeunet@metropoletpm.fr au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 149690,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.



## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

### **FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
HYERES TOULON VAR BASKET

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Mathieu PERRYMOND**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION JUDO AZUR JUDO JUJITSU TAISO**, ayant son siège social au 4, C/o Mme Jeanne BADENS, 4, Rue de Narvik 83200 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Jeanne BADENS dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 19h30 à 22h00	Loisirs	Salle de Gymnastique

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 3072,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.



### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
JUDO AZUR JUDO JUJITSU TAISO

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Jeanne BADENS**



## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION KARATE CLUB DU LAS**, ayant son siège social au 3102, Corniche Marius Escartefigue 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Emilien LEONI dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 18h30 à 20h00 Tous les mardis de 19h00 à 20h00 Tous les vendredis de 18h30 à 20h00 Tous les samedis de 16h00 à 18h00	Jeunes et adultes	Dojo
Tous les mercredis de 20h00 à 22h00	Jeunes et adultes	Salle de Danse
Tous les jeudis de 17h30 à 18h30	Jeunes et adultes	Salle de Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le

conseil métropolitain, son montant est de 1024,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).

- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;



- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
KARATE CLUB DU LAS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Emilien LEONI**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION KRAV MAGA SPORTING PROVENCE**, ayant son siège social au 12, Rue du revest 83100 Toulon, représentée par son Président Monsieur Claude GHIBO dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les vendredis de 19h00 à 22h00	Loisirs	Gymnastique

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 3360,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.



#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

**7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

**7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles



Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
KRAV MAGA SPORTING PROVENCE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Claude GHIBO**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° , en date du ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION MAG DANSE**, ayant son siège social au 39, Rue Castillon 83000 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Jessica AUBERT-BARONE dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 17h00 à 18h30 Tous les jeudis de 20h30 à 22h00 Tous les samedis de 17h30 à 18h30	Adultes	Salle de Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 5216,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.



**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billeterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les

sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
MAG DANSE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Jessica AUBERT-BARONE**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION REVOLVER**, ayant son siège social au 1, allée Jules Muraire, L'Oasis Batiment 2 83260 La Crau, représentée par sa Présidente Madame Laurie MARCHINI dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les samedis de 09h00 à 11h00	Personne à mobilité réduite	Salle de Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 2240,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

Article 7 -1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

**7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

**7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.



**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.



#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
REVOLVER

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Laurie MARCHINI**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

*d'une part,*

### **ET**

**L'ASSOCIATION RUGBY FAUTEUIL CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, ayant son siège social au 579, La Maison du Rugby Pôle sportif Claude Mesangroas, avenue Jean Moulin 83220 Le Pradet, représentée par son Président Monsieur Guillaume MELENCHON dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

*d'autre part,*

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis, jeudis de 17h30 à 19h00	Personnes à mobilité réduite	Salle de musculation
Tous les samedis de 08h00 à 13h00	Personne à mobilité réduite	Gymnase

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 8575,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

## **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.



Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billeterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
RUGBY FAUTEUIL CLUB TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Guillaume MELENCHON**



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION SAMOURAI TOULON VAR KARATE**, ayant son siège social au 269, Boulevard Michelet 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Guy BERGER dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 17h00 à 18h30 Tous les lundis de 20h00 à 22h00 Tous les mardis de 17h00 à 19h00 Tous les mercredis de 14h00 à 17h00 Tous les jeudis de 17h00 à 20h00 Tous les samedis de 14h00 à 16h00	Jeunes et adultes	Dojo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 15008,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.

- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;



- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
  - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
SAMOURAI TOULON VAR KARATE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Guy BERGER**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DU PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°....., en date du....., Ci-après dénommée « **TPM** »

*d'une part,*

**ET**

**LA SOCIETE ANONYME SPORTIVE PROFESSIONNELLE TOULON METROPOLE VAR HANDBALL**, ayant son siège social au Palais des Sports, 420 avenue Amiral Aube, 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Thierry DURAND, dûment autorisé à signer la convention, ou tout autre personne dûment autorisée. Ci-après dénommée « **la société** »

*d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération n°20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt métropolitain du Palais des sports qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, sociétés, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

---

**ARTICLE 1 : OBJET**

Cette convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des installations du Palais des Sports sis sur le territoire de la commune de TOULON, sis 420 avenue Amiral Aube, au bénéfice de **la Société** afin de préparer et d'organiser des matchs d'Handball, d'exercer et de développer ses propres activités conformément à ses statuts sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

---

**ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais des Sports sont mis à disposition de **la société** pour les entraînements hebdomadaires, de manière partielle et temporaire, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Lundi : 10h30 / 12h00 Mardi : 10h30 / 12h00 Mercredi : 15h30 - 17h00 Jeudi : 10h30 - 12h00 Vendredi : 17h30 - 19h00	Halle ou gymnase
Lundi : 17h00 / 19h00 Mardi : 17h00 / 19h00 Jeudi : 17h / 19h	Salle de musculation
<b>Durant les heures d'ouverture du Palais des Sports</b>	Espaces administratifs Espaces de stockage Salon VIP / salle de réunion / salle de presse

Cette proposition est applicable sous réserve d'une programmation coordonnée entre les trois clubs professionnels résidents au Palais des Sports pour cette saison 24-25 tant au niveau des équipements que des horaires.

Concernant les matchs effectués dans le cadre du championnat national, la halle sportive et le salon VIP seront mis à disposition les jours indiqués en annexe 2 : Calendrier D1 Ligue Butagaz énergie 2024/2025.

**La société** communiquera les dates qui seraient éventuellement libérées du fait d'une annulation par exemple. Concernant les manifestations non prévues au calendrier, **TPM** devra être sollicitée dans un délai minimum d'une semaine avant ; elle reste libre de refuser dans l'hypothèse où la salle serait déjà occupée.



---

### ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le versement de la redevance relative à l'occupation des installations s'effectuera à terme échu à l'issue de la saison sportive 2024/2025.

Le montant de la redevance sera calculé selon les modalités prévues à la délibération du Conseil Métropolitain n°24/06/147 du jeudi 27 juin 2024 relative à l'adoption de tarifs pour l'ensemble des équipements sportifs de la Métropole.

---

### ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 05 août 2024 et le 30 juin 2025.

---

### ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **la société** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

---

### ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

**La Société** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux ni du matériel mis à sa disposition, mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**La Société** bénéficiera également de 3 locaux dans lequel elle pourra stocker du matériel d'entraînement. Lui seront également mis à disposition 4 bureaux administratifs dans lesquels elle pourra s'adonner à ses activités administratives, le matériel n'étant pas fourni par TPM. Pour chaque match, la société bénéficie de la Halle des Sports, du salon VIP, de la boutique et de la billetterie, des 2 buvettes, des cuisines, des 6 vestiaires professionnels de la régie et de la salle de presse.

**La Société** déclare connaître et accepter les espaces et locaux mis à disposition et s'engage à ne pas les utiliser pour un autre usage que celui faisant l'objet de la présente.

Des fiches relatives aux consignes d'exploitation et de sécurité seront remises au moment de la prise de possession des locaux.

La société pourra les cas échéant utiliser d'autres espaces qui ne sont pas concernés par la présente sous réserve d'en faire expressément la demande auprès de TPM.

**La société** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins. **La société** veillera également aux usages de bonnes mœurs.

Toute insuffisance ou anomalie dans le fonctionnement des installations devra être signalée à TPM. La Société demeure seule responsable de la sécurité des rencontres et événements qu'elle organise ; elle en assume directement ou par un prestataire qu'elle choisira l'entière responsabilité et la totalité des coûts d'organisation.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le weekend suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

---

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**La Société** s'engage pendant toute la durée d'occupation à :

- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur,
- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ; elle reconnaît avoir pris à cet égard connaissance de l'emplacement des dispositifs d'alarme, moyens d'extinction, itinéraires d'évacuation et issues de secours
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h

L'organisation des manifestations nécessite une mise en configuration particulière.

**TPM** met à disposition de **la société** :

- Du matériel type tables, manges debout, chaises, podiums, plots,
- Du matériel scénique : régie, sono, tablette de gestion des lumières et des gobos, des écrans périmétriques,
- Une table de marque.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant. Tout accident survenu lors des créneaux horaires occupés devra être signalé dans les meilleurs délais.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

### **7-1.1 Publicité**

---

**TPM** autorise **La Société** à exploiter à des fins publicitaires ou promotionnelles les équipements mis à disposition pendant les matchs, dans l'enceinte du Palais des Sports aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- La publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- Les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- N'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- Les espaces publicitaires mis en place sur le sol sportif de la halle des sports devront au préalable faire l'objet d'une validation par la Direction de Sports et les supports publicitaires utilisés devront être des adhésifs repositionnables valables pour une durée de 5 matchs.
- Respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors ;
- Aucune publicité n'est autorisée sur l'écran géant, il est uniquement autorisé l'annonce des matchs avec inclusion des logos des partenaires institutionnels en bas de l'image au format 1/10<sup>-ème</sup> de l'écran. La publication fera l'objet d'une validation préalable auprès de la Direction de la communication.
- Sur les écrans leds périmétriques mis à disposition par **TPM**, **La Société** peut annoncer tous ses partenaires ainsi que **TPM** et la Ville de Toulon.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**La Société** est autorisée à exploiter à titre accessoire et exclusivement pendant le déroulement des rencontres l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, dans l'enceinte stricte de l'équipement mis à disposition.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**La Société** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**La Société** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

---

La vente de boissons alcoolisées (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles. Contact : toulon.dbpm@mairie-toulon.fr

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**La société** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** à encaisser le produit des recettes provenant de la billetterie pour les rencontres d'handball de son équipe dans l'enceinte du Palais des sports.

**La société**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

---

## **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **la société** reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée ;
- avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

---

## **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**La société** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif (garantie risques locatifs) contre tous les sinistres dont **La société** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents. **La société** aura l'entière responsabilité des biens qu'elle entrepose ou dont elle a la garde ou l'usage.

**La société** a la responsabilité des biens qu'elle entrepose dans les bureaux administratifs et les stocks.

**La société** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.



---

## **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. La société devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

---

## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

---

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.



---

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

---

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

---

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte quatre annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais des Sports

Annexe n°2 : Calendrier D1

Annexe n°3 : Organisation de l'évacuation du Palais des Sports

Annexe n°4 : Dossier Technique d'Exploitation

Annexe n°5 : DP 24/06/147 Adoption des tarifs

Le calendrier reste prévisionnel et pourra faire l'objet de modifications sans qu'un avenant soit nécessaire.

Les annexes font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

Le Président de la Société Anonyme  
Sportive Professionnelle  
TOULON METROPOLE VAR HANDBALL

**Monsieur THIERRY DURAND**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du..... ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION SOLEIL LEVANT**, ayant son siège social au Le Drakkar Entrée E, Avenue du port de plaisance 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Daniel GARCIN dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis de 19h30 à 21h30	Loisirs	Gymnastique
Tous les vendredis de 20h00 à 21h50 Tous les samedis de 10h00 à 12h00	Loisirs	Dojo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 4480,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 29/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)



- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### **Finalité du traitement des données personnelles**

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
SOLEIL LEVANT

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Daniel GARCIN**



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION SPORTEZ VOUS BIEN 83**, ayant son siège social au 335, Av Des Dardanelles 83000 Toulon, représentée par son Président Serge ODDO dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 12h00 à 13h00	Sport santé	Gymnastique
Tous les vendredis de 12h00 à 13h00	Sport santé	Salle de Danse

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 1120,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les



sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
SPORTEZ VOUS BIEN 83

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Serge ODDO**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION TOULON ELITE FUTSAL**, ayant son siège social au 38, impasse Maurice Ravel 83160 La Valette Du Var, représentée par sa Présidente Madame Heifel BEN NACEUR dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

## ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les lundis de 18h45 à 20h15 Tous les mardis de 18h45 à 20h15 Tous les jeudis de 19h00 à 20h30 Tous les vendredis de 12h00 à 13h30 Tous les vendredis de 19h00 à 20h30	TOULON ELITE FUTSAL D1	Halle
Tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, samedis de 9h30 à 11h30	TOULON ELITE FUTSAL D1	Salle De Musculation
Tous les mercredis de 19h00 à 20h30	TOULON ELITE FUTSAL U 18	Gymnase
Tous les lundis de 20h30 à 22h00	TOULON ELITE FUTSAL U23	Halle

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance



### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 80706,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;

- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).



#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07



**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
TOULON ELITE FUTSAL

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Heifel BEN NACEUR**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION TOULON JUDO**, ayant son siège social au 709, Chemin de la Barre 83170 Brignoles, représentée par sa Présidente Madame Marjorie BIGI dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mardis, jeudis de 19h00 à 21h30	Loisirs adultes	Salle De Musculation
Tous les mardis, jeudis de 20h00 à 22h00	Loisirs adultes	Dojo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 4288,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.



L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
TOULON JUDO

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Marjorie BIGI**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION TOULON METROPOLE VAR HANDBALL ASSOCIATION**, ayant son siège social au 86, Rue Sous Lieutenant Friggieri 83000 Toulon, représentée par sa Présidente Madame Perrine PAUL dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mercredis de 17h30 à 19h00 Tous les mercredis de 20h30 à 22h00 Tous les jeudis de 19h00 à 20h30	N2 Féminine	Gymnase
Tous les jeudis de 20h30 à 22h00	N2 Féminine	Halle

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 18316,00 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 29/06/2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.

- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

##### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;



- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.



#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de L'Association  
TOULON METROPOLE VAR HANDBALL  
ASSOCIATION

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Perrine PAUL**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**PALAIS DES SPORTS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° ....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION UNSS DU VAR**, ayant son siège social au 98, DSDEN du Var, Rue Montebello 83000 Toulon, représentée par son Président Monsieur Laurent LABEAUNE dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt métropolitain l'équipement sportif du "Palais des sports" qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Palais Des Sports sis sur le territoire de la commune de Toulon, sis 420 avenue Amiral Aube.

### ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Les équipements sportifs du Palais Des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Tous les mercredis de 12h30 à 14h00	UNSS DU VAR	Gymnastique
Tous les mercredis de 13h30 à 15h30	UNSS DU VAR	Halle
Tous les mercredis de 13h30 à 16h30	UNSS DU VAR	Danse
Tous les mercredis de 13h30 à 16h30	UNSS DU VAR	Mur D'escalade Dévers
Tous les mercredis de 13h30 à 16h30	UNSS DU VAR	Salle De Musculation
Tous les mercredis de 13h30 à 16h30	UNSS DU VAR	Gymnase

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

\*\*Sur les périodes de vacances scolaires, les créneaux ne seront attribués que sur demande effectuée par mail à [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) au moins 3 semaines avant échéance

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil métropolitain, son montant est de 5145,00 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 28/06/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**



**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)
- Dimensionner le volume des éléments de marketing sportif disposés dans l'équipement proportionnellement à ses moyens humains. Ce, afin de garantir une désinstallation effective et totale pour le lendemain de l'événement à 8h.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;

- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais Des Sports

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
UNSS DU VAR

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Laurent LABEAUNE**



## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **DU PALAIS DES SPORTS**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

**d'une part,**

### **ET**

**LA VILLE DE TOULON**, ayant son siège social Avenue de la République 83000 Toulon, représentée par Le Maire Josée MASSI dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention  
Ci-après dénommée « **la Ville** »

**d'autre part,**

### **PREAMBULE :**

Considérant, la publication au Bulletin Officiel n°24 du 15 juin 2023 relative à la mise en place du dispositif Savoir Rouler à Vélo et notamment l'Instruction du 6-6-2023 qui précise la désignation de la région Provence-Alpes Côte d'Azur comme région pilote du développement du dispositif susnommé.

Par délibération n°20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt métropolitain du Palais des sports qui lui a été transféré par le Département du Var.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

Considérant le courrier en date du 14 avril 2023 faisant état du souhait de **la Ville** de mettre le bloc n°3 du Savoir rouler à Vélo pour les élèves de CM2 des écoles toulonnaises.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise le stockage par **la Ville** du matériel nécessaire (voir article 14) à la mise en place du bloc 3 du Savoir Rouler à Vélo.

Cette convention a pour objet de confier à **la Ville** le droit d'occuper les installations du Palais des Sports sis sur le territoire de la commune de TOULON, sis 420 avenue Amiral Aube.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Palais des Sports sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **la Ville**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
Hors vacances scolaires du lundi au vendredi 8h30/12h00- 13h45/16h30	Public scolaire	Stock vélo

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 2 septembre 2024 et le 5 juillet 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **la Ville** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**La Ville** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**La Ville** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Toute dégradation du matériel stocké par **la Ville** ne pourra voir la responsabilité de **TPM** engagée.

En cas d'intempérie, **TPM** pourra mettre à disposition un autre équipement sous réserve de sa disponibilité.

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, **TPM** pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**La Ville** s'engage à désigner un responsable de groupe chargé de :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants (voir article 14) ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.

Le responsable du groupe s'engage également à :

- Récupérer les clés du stock à l'accueil et signer le registre.
- S'assurer que les participants utilisent les toilettes à l'accueil.
- Veiller au respect du sens de circulation des occupants dans l'équipement
- Veiller à ce que les vélos soient déplacés à pieds, en marchant, jusqu'en dehors du bâtiment.
- Veiller à rapporter tout le matériel dans le stock à la fin de l'activité et ramener la clé à l'accueil.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **la Ville** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;

- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**La Ville** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **la Ville** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**La Ville** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **La Ville** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de la Ville sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.



Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.



**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du Palais des Sports

Annexe n°2 : Liste du matériel stocké

Annexe n°3 : Plan d'accès à l'espace stockage

Les annexes font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Madame Le Maire  
VILLE DE TOULON

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Josée MASSI**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le ,

à

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature



**REGLEMENT INTERIEUR  
DU PALAIS DES SPORTS  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**



# TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

## ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du Palais des Sports, 420 Avenue Amiral Aube, 83000 Toulon. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le Palais des sports et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

## ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le Palais des Sports est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1.

Description de l'équipement :

- 1 salle omnisports de 1 800 m<sup>2</sup> et ses tribunes d'une capacité totale de 4356 places comprenant 4 tribunes télescopique ainsi que 2 couronnes en 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage.
- 1 gymnase de 1 238 m<sup>2</sup> et sa tribune de 246 places
- 1 salle de pan de 100 m<sup>2</sup>
- 1 mur d'escalade de 11 m de haut
- 1 salle de gymnastique de 462 m<sup>2</sup>
- 1 salle de danse de 196 m<sup>2</sup>
- 1 salle de musculation de 250 m<sup>2</sup>
- 1 salle d'arts martiaux de 234 m<sup>2</sup>
- 1 salle de réception de 400 m<sup>2</sup>. Effectif maximum 400 personnes
- 8 vestiaires scolaires
- 4 vestiaires professionnels avec 2 salles de massage
- 2 infirmeries
- 1 salle de contrôle anti-dopage
- 1 salle de presse
- Espaces de bureaux et 1 salle de réunion
- Espaces de stockages
- 1 billetterie
- 1 boutique
- 1 hall d'accueil évènements, 1 hall d'accueil public scolaire
- 2 buvettes et 1 cuisine

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance

## **TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES**

Les installations sportives sont ouvertes :

- du lundi au vendredi : de 8h à 22h,
- le samedi : de 8h à 18h
- le dimanche en fonction du calendrier sportif.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou le l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

### **ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION**

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

#### **ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle**

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du Palais des sports devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le Palais des sports, se verra automatiquement retirer celui-ci.

#### ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagés ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le Palais des sports le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

#### ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le Palais des sports ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

### ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le Palais des sports afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.  
La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...
- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.

- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du Palais des sports.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Palais des sports pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du Palais des sports et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.



L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

#### ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

## RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du Palais des sports aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du Palais des sports ;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

#### ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

#### ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

#### ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès Palais des sports est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du Palais des sports sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritrus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,

- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette et cuisine,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du Palais des sports.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

# TITRE III : MESURES DE SECURITE

## ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1<sup>er</sup> secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du Palais des sports et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du Palais des sports.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

## ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du Palais des sports.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité



- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

### ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du Palais des sports est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Palais des sports, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

# TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

## ARTICLE 1: EFFECTIF MAXIMUM

Le nombre de pratiquants pouvant être accueilli dans chaque salle a été déterminé par les Commissions de Sécurité et d'Homologation.

Il devra être scrupuleusement respecté :

- |                         |   |
|-------------------------|---|
| - Gymnase               | 270 personnes                               |
| - Salle d'Arts Martiaux | 30 personnes                                |
| - Salle Gymnastique     | 58 personnes                                |
| - Salle de Pan          | 12 personnes                                |
| - Salle Danse           | 22 personnes                                |
| - Salle Musculation     | 31 personnes                                |
| - Mur d'escalade        | 30 personnes                                |
| - Salon VIP             | 380 personnes debout, 240 personnes assises |

## ARTICLE 2 : ACCES AUX SALLES

L'accès est autorisé exclusivement aux personnes équipées de chaussures spéciales pour gymnases (basket, tennis, chausson de gymnastique).

Les personnes munies de chaussures de sports comme chaussures de ville ou de chaussures utilisées pour un entraînement extérieur devront changer celles-ci pour l'utilisation des aires de jeux du Palais des Sports.

Les professeurs ou entraîneurs devront s'assurer du respect de cette consigne afin d'éviter la détérioration du revêtement de sol.

L'accès simultané dans une même salle par des adultes non autorisés par l'institution scolaire, et par des élèves est interdit.

## ARTICLE 3 : MATERIEL

Seul l'usage d'un matériel strictement réservé à la salle est autorisé. Au cas où les utilisateurs amèneraient avec eux un matériel particulier (ballons, balles), dans une salle non dédiée, ils devraient au préalable obtenir l'autorisation du Palais des Sports.

## ARTICLE 15 : PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION

Un dispositif spécifique a été mis en place, en collaboration avec les services de la préfecture, concernant le plan particulier d'intervention lié à la proximité des

installations de la base militaire du Port de Toulon (voir document sécurité joint en annexe).

# TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

## ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

## ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le Palais des sports décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du Palais des sports impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

### ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

### ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_

Président(e) de l'association : \_\_\_\_\_

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le \_\_\_\_\_

Signature :



